



Organise-toi!

n°2

On lâche rien!

DE L'ARGENT, IL Y EN A ...

Le gouvernement Di Rupo nous dit souvent qu'en Belgique, la crise n'a pas frappé aussi dur qu'ailleurs et que l'austérité n'a pas été si terrible. Et pourtant, comme ailleurs, le gouvernement a suivi les patrons et la Commission Européenne pour faire payer la crise du capitalisme au peuple ! Des milliards sont versés aux actionnaires et aux spéculateurs qui ont causé la crise. Nous, les jeunes, subissons des attaques violentes sur nos vies et notre avenir. Nos parents se sont résignés et acceptent que, nous, les moins de 30 ans, allons vivre moins bien qu'eux ! La JOC n'abandonne pas. Nous refusons de payer leur crise ! Tour d'horizon.

Enseignement

L'école en Belgique, ce n'est pas exactement les châteaux à la Harry Potter ! Les bâtiments sont délabrés, mal chauffés et vieux. Le matériel, quand il y en a, est à peine en état. Les classes de trente où on n'apprend plus rien sont devenues la norme : tant pis pour celui qui ne suit pas ! L'école ressemble plus à une prison, qu'à un endroit où on apprend la vie, la démocratie, et où on se prépare à notre avenir. Les profs font ce qu'ils peuvent, mais nombreux sont ceux qui ont baissé les bras. Sans parler de ce que cela coûte aux parents : plusieurs centaines d'euros par an et par enfant. L'école gratuite est bien loin d'être une réalité. Bref, c'est loin d'être joyeux.

Pourtant, notre gouvernement a décidé de diminuer le budget de l'enseignement de 36 millions d'euros d'ici 2016. En coupant dans ce budget, le message est que notre avenir ne vaut pas la peine d'y mettre les moyens. On crée un enseignement qui favorise les riches et ceux qui y réussissent malgré les problèmes. Tant pis pour ceux qui ratent ! La Belgique est un des pays industrialisés qui a l'enseignement le plus inégalitaire.

Dans l'enseignement supérieur, la situation est encore pire. Seuls quelques privilégiés peuvent s'offrir un minerval et payer leurs frais scolaires. Et les conditions s'aggravent : les minervaux augmentent tous les ans et l'accès aux bourses est toujours plus réduit ! Au nom de Bologne, les cours sont construits comme des blocs de crédits, tous interchangeable. Tant pis pour la réflexion critique ou celui qui aurait voulu étudier quelque chose de différent ! Et de toute façon, tout ça pour finir chômeur !

Emploi et chômage

Il n'y a pas d'emploi pour la jeunesse. Nos parents vont devoir continuer à bosser jusqu'à 70 ans, alors que le taux de chômage des jeunes est de 24,5% (pour 47% à Bruxelles !). Ceux qui ont la "chance" d'avoir un travail, l'exercent dans des jobs précaires et sans avenir : stages, intérim, cdd à répétition ... Ceux qui bénéficient d'un plan d'aide à l'emploi bossent pour un salaire ridicule qui n'est pas payé par le patron mais est payé avec de l'argent public. Quand l'argent public cesse d'arriver, le job disparaît ! Il ne faut pas espérer acheter une maison ou faire des enfants dans ces conditions !

Bien sûr, les chômeurs, « Il faut les activer ! » Le gouvernement nous traite comme des fainéants. Nous n'avons déjà plus accès aux allocations tout de suite : maintenant le stage d'attente devient le stage d'insertion ! Nous sommes obligés de nous taper des stages souvent inutiles ou de mauvaise qualité ou de montrer que nous avons postulé pour des emplois qui n'existent pas. Ils peuvent activer tout ce qu'ils veulent : faire rentrer 600.000 chômeurs dans 50.000 offres d'emploi, ça ne



marquer pas ! Pourtant, si les chômeurs ne montrent pas obéissants, et prêts à accepter n'importe quel boulot, n'importe où et à n'importe quel prix, leur accès aux allocations de chômage sera repoussé ! Pour la majorité qui n'a pas d'emploi, il reste toujours le CPAS, qui bénéficie de moins en moins de budget. Le seul résultat de ces politiques sera de détruire l'emploi de qualité au profit de minijobs...

Quartiers urbains

Dans nos quartiers, la situation est des plus difficiles. On y retrouve les écoles les plus délabrées, on n'a pas accès à l'enseignement supérieur et, le chômage (celui des jeunes en particulier), y est le plus élevé. Nous sommes condamnés à vivre chez nos parents, dans des apparts trop petits et sans trop d'idées sur comment on va un jour pouvoir déménager.

On n'arrête pas de couper dans les budgets, notamment dans ceux des quelques maisons de jeunes qu'il nous reste. Quand on voulait en ouvrir une, à Nivelles par exemple, les promesses sont restées des promesses ! Pour nos gouvernants, les jeunes n'ont qu'à traîner dans les rues.

Répression

Mais quand les jeunes traînent dans les rues, les gens se plaignent du bruit, ou de l'occupation des parcs. On se tape des contrôles d'identité pour un oui pour un non, en général de la part de policiers qui savent très bien qui on est. Il faut ajouter l'impunité des policiers qui insultent et tabassent ! Comme si cela ne suffisait pas, les SAC, ces amendes arbitraires à la tête du client, nous menacent tous. Des amendes pouvant aller jusqu'à 350€ parce qu'un fonctionnaire, par exemple, trouve que

la musique d'une autoradio va trop fort. On nous harcèle de partout en essayant de nous coincer !

Pour nos ministres et les bourgeois, nous sommes un dérangement qu'il faut contrôler et enfermer ! Ces nouvelles lois anti-démocratiques renforcent leurs pouvoirs pour nous fliquer : cartes mobib, écoutes illégales, caméras de surveillances, ... et nous traiter comme des criminels.

C'est clair, les jeunes et la population en général sont vus comme des dangers ! A cela il faut ajouter, les discours de division qui rejettent la responsabilité de la crise et des problèmes sociaux sur les "étrangers" en tout genre. Alors que la précarité et le racisme (dans la police, les médias, le monde du travail...) font des jeunes un public particulièrement fragile, l'État nous attaque de toutes parts !

... DANS LES CAISSES DU PATRONAT !

Quand on écoute nos ministres, tout le monde doit faire un effort parce qu'il n'y a plus d'argent ! La gouvernance et le patronat se servent de la crise pour expliquer que nous ne pouvons plus nous permettre de payer des écoles, des transports accessibles, des salles pour les jeunes et investir dans des emplois de qualité.

Pourtant, si la production de richesses en Belgique a baissé entre 2008 et 2009, elle n'a fait qu'augmenter depuis : on produit quasi autant de richesses en Belgique en 2013 qu'avant la crise (selon les chiffres Eurostat). Qu'est-ce qui a changé ? En 2008, le secteur bancaire s'est effondré ! En une nuit et sans la moindre contrepartie, les gouvernements ont donné des milliards d'euros aux actionnaires des banques. Mais ces milliards, ils les ont empruntés aux... banques. Aujourd'hui, nous remboursions des milliards tous les ans à ces mêmes banques, avec en plus des intérêts qui alimentent les profits des actionnaires et spéculateurs à l'origine de la crise. Il n'y a donc pas moins d'argent : on en donne juste plus aux banques et aux actionnaires...

Alors qu'on nous dit que l'État dépense trop par rapport à avant, le montant de ses dépenses n'a pas changé par rapport à la richesse produite sur les trente dernières années. On dépense 40% de la richesse produite en Belgique pour assurer un niveau de vie correct à chacun. Les recettes de l'État ont, par contre, très fort diminué. Avant on taxait les très gros salaires et les entreprises à un haut niveau pour garantir une société équilibrée. Aujourd'hui, les très riches et les gros féroces capitalistes paient bien moins d'impôts que ceux qui travaillent. La fraude et l'évasion fiscale atteignent des niveaux record. Selon la Banque Nationale, elle représente des milliards par an.

Pourtant, on nous parle perpétuellement de fraude sociale et d'activation des chômeurs. L' "activation des chômeurs" coûte très cher à l'État mais en réalité, ne rapporte rien. Toute l'idée est basée sur le principe qu'en utilisant la chasse aux chômeurs, les gens trouvent du travail. Or on vient de voir qu'il n'y en a pas !

On le voit bien : de l'argent, il y en a ! Mais les personnes qui détiennent les fortunes ont tous les outils pour ne pas payer. Il s'agit d'une bataille entre le peuple et les très riches. Comme le dit Warren Buffet, un des hommes les plus riches au monde (53,5 milliards de \$) : « Bien sûr qu'il y a une guerre entre les riches et les pauvres, la bonne nouvelle c'est que ce sont les riches qui gagnent ! »

Refusons de payer ! Si nous voulons des perspectives, il faut nous organiser et contre-attaquer. La société doit nous fournir un avenir. Il n'y a qu'à aller le chercher chez les actionnaires et les spéculateurs, les "Albert Frère" (fortune estimée à 3 milliards d'€), ou encore les Colruyt (fortune estimée à 2 milliards d'€)...

Nous n'avons pas causé la crise : on n'a pas vécu au-dessus de nos moyens ! On veut un avenir et on s'organise pour l'obtenir ! N'hésite pas à nous rejoindre ou à venir en parler avec nous.

Organise-toi !

Action Stop Répression

La lutte contre la répression a été désignée comme axe d'action prioritaire par les militants de la JOC-JOCF. Un groupe d'action national, regroupant des militants et des permanents de différentes régions, a été créé afin d'aborder ces questions et construire une campagne sur cette thématique. Celle-ci s'appuie sur les réalités vécues par les jeunes de milieux populaires et sur les actions des groupes locaux de la JOC-JOCF.



POURSUIVRE LE COMBAT CONTRE LES SAC La lutte paye !

Le 26 octobre dernier, 2000 jeunes se sont réunis pour crier : « Stop aux SAC, stop à l'arbitraire ! » Nous étions des milliers à refuser un système qui permet aux communes d'harceler les citoyens et les jeunes. Un système qui permet de criminaliser tout et tous ceux qui ne marchent pas dans les clous. Les exemples d'amendes absurdes et/ou politiques sont de plus en plus nombreux. Quelles sont les suites pour y résister ?

Les Sanctions Administratives Communales (SAC) sont des amendes (allant jusqu'à 350€ !) que les communes peuvent imposer sans le moindre contrôle et sans recours réel pour le citoyen. Du coup, c'est tout et n'importe quoi. Par exemple, des jeunes reçoivent des amendes parce qu'ils font du bruit dans la rue. À chaque fois, le citoyen doit mobiliser la presse, ses amis et son quartier pour exiger Justice. Et ce sont bien sûr les jeunes, les pauvres, et les plus défavorisés qui sont les plus démunis face à ces abus de pouvoir. Ces amendes sont aussi une menace pour ceux qui participent à des actions de désobéissance civile, à des actions syndicales... Bref, pour ceux qui n'obéissent pas aveuglément au pouvoir ! Puisque les bourgmestres peuvent décider arbitrairement de sanctionner ou non, ils sanctionnent ceux qui les dérangent.

Le système SAC est donc une attaque sur la démocratie et le peuple : en particulier, ceux qui ont le moins de ressources ! La plateforme StopSAC refuse de se laisser faire. Et la lutte paie ! La mobilisation de milliers de jeunes et de centaines d'associations a déjà sérieusement fait reculer le pouvoir. Des dizaines de communes (Saint-Gilles, Gand,...) se sont déjà engagées à ne pas appliquer tous les aspects du système. La ministre Milquet, grande architecte de ce système anti-jeunes et anti-démocratique, a été obligée d'écrire une lettre aux communes en leur demandant de ne pas abuser du système. Bart de Wever et Elio Di Rupo ont déclaré : « Certains abusent ! » Ce ne sont bien sûr que des petites retraites ou des concessions symboliques, mais ils reculent !

La conclusion, c'est qu'ils savent déjà qu'ils ne pourront pas tenir sur ce système. La mobilisation a permis de faire annuler certaines amendes. Partout, des comités locaux naissent et développent des actions : des interpellations du bourgmestre, la récolte d'argent pour actions en justice, des manifestations. Dans les écoles, les organisations de jeunes, les quartiers, des jeunes et moins jeunes se rassemblent pour dire non à la répression, non à l'arbitraire !

Oui à des solutions sociales pour les problèmes sociaux !

Ca t'intéresse ? Tu veux plus d'infos ? Tu veux t'organiser mais tu sais pas trop comment ?
Contacte nous à info@stopsac.be. Envoie un sms ou appelle le 0479/32 95 41.

www.stopsac.be



LA CRISE NOURRIT LE RACISME

Combattons-le !

Depuis 2008, les gouvernements essaient de présenter les mesures d'austérité comme la seule solution en prétendant qu'il n'y a pas d'alternative ! En défendant les solutions qui profitent aux actionnaires et aux spéculateurs, ils sèment la peur et le désespoir. Nombreuses sont les personnalités qui utilisent cette situation pour diviser la population et monter les gens les uns contre les autres. La JOC lutte contre ces mensonges : c'est en s'unissant qu'on fera payer les responsables de la crise et qu'on assurera notre avenir. Nous nous organisons donc pour nous opposer concrètement à ces discours et à ces politiques dangereuses.

Par exemple, lorsque Alain Destexhe, bien connu pour ses déclarations racistes et islamophobes, est venu à Saint-Louis à l'occasion d'un café-politique, le groupe JOC Saint-Louis a repris ses déclarations dans un tract afin d'encourager les étudiants à venir interpellier le député. Alors qu'il pensait être en terrain conquis, il s'est retrouvé face à un auditoire déchaîné. À la fin de l'activité, la JOC Saint-Louis lui a remis le prix du politicien le plus nauséabond. Il n'a pas apprécié...

À Namur, le groupe logement de la JOC a combattu l'extrême droite qui voulait utiliser la détresse de familles privées de logement pour monter les gens contre "les étrangers". La lutte du groupe logement a démontré que si on s'unit plutôt que de se diviser, on gagne. La famille de neuf personnes a été relogée ! Pour la JOC, la lutte pour des logements décents pour tous continue et est liée à une action anti-raciste sérieuse !

La JOC veut donc mobiliser, localement et partout, contre les discours de haine et d'exclusion. Rendez-vous, jeudi 20 mars 2014 à Anvers, à la manifestation annuelle contre l'organisation de jeunesse du Vlaams Belang (NSV). Nous soutenons aussi l'appel à empêcher les fascistes de Nation de défilé dans les rues de Bruxelles lors du premier mai !

**Pas de fachos dans nos quartiers,
pas de quartier pour les fachos !**

LA CAMPAGNE STOP-RÉPRESSION Stop à la répression policière et à la criminalisation des mouvements sociaux !

Depuis trois ans déjà, la JOC se bat contre l'impunité des policiers et la violence de plus en plus forte dont la Police fait preuve lors de ses interpellations : en particulier lorsqu'il s'agit des jeunes. Les armes qu'ils emploient et les arrestations arbitraires sont les moyens qu'ils utilisent pour faire taire une population qui essuie les conséquences de la crise et qui en a marre d'un gouvernement qui ne prend pas ses responsabilités. Or, l'austérité ambiante, appliquée par nos dirigeants, ne laisse pas le choix : il faut riposter et user du droit du citoyen de faire entendre sa voix ! Seulement l'État ne l'entend pas de cette oreille.

Des fermetures d'usines ont eu lieu dans de nombreux endroits de Belgique, la loi pour la dégressivité des allocations de chômage est passée et le nombre de sans-abris a considérablement augmenté. Des coupes budgétaires ont eu lieu dans presque tous les secteurs et ont de lourdes conséquences sur notre niveau de vie. Face à ce désastre, de plus en plus de voix s'élèvent. La résistance se met en place sur le terrain : qu'elle soit syndicale ou militante, comme à la JOC.

La répression est généralisée dans nos quartiers (contrôle aux faciès, violences, etc) souffrant en plus du racisme et de l'exclusion sociale. Le risque est de plus en plus grand pour les militants car tout acte mené contre le système économique ou politique peut désormais être perçu comme du terrorisme (d'une occupation d'usine à un sitting qui entrave la circulation devant le parlement). L'État utilise le système des SAC pour essayer de renflouer ses caisses mais surtout, pour intimider ceux et celles qui participent aux actions de contestation.

Lors de la manif contre le "banquet des riches", des dizaines de militants ont été interpellés et ont passé la nuit en cellule pour s'être rendus coupables d'avoir... posé des autocollants et obstrué la circulation ! Ces amendes, posées de manière arbitraire comme entraves à la liberté d'expression sont inacceptables.

Des amendes comme celles-ci ont aussi été distribuées sur des piquets de grève. Il ne se passe d'ailleurs pas deux semaines sans que dans la presse ou dans la bouche d'un de nos dirigeants, on entende remettre en cause le droit de grève.

Autre exemple : bien que manifester soit un droit, on tente de plus en plus d'en réduire la portée ! Le trajet des manifestations doit être communiqué aux autorités communales et à la Police des semaines avant pour qu'ils puissent en donner l'autorisation. Si vous êtes hors délai, mais que vous voulez malgré tout manifester votre indignation, vous êtes hors-la-loi.

Toutes ces mesures visent à empêcher la contestation sociale. Elles nous privent de nos libertés individuelles et nous forcent à accepter tacitement le type de société dans laquelle nous évoluons sans pouvoir espérer y changer quelque chose..

La JOC s'oppose de toute ses forces à ces procédés et à la logique qui se cache derrière.

www.stop-repression.be





L'action de la JOC-JOCF démarre dans les groupes locaux et thématiques. Dans ces groupes, les jeunes s'organisent pour mener des actions en vue de changer leur réalité. Ces actions touchent différents domaines de la vie des jeunes des milieux populaires. Les thématiques d'action sont donc très larges. En voici un aperçu...

Actions locales

LE GROUPE MÉDIAS

Une info construite par et pour les jeunes !

La société est en ébullition. Le système dans lequel nous vivons craque de partout. Nous voyons de plus en plus de jeunes descendre dans la rue, crier leur révolte et leur indignation. Ils se rassemblent pour trouver des solutions à leur précarité, se développent en communauté, en coopérative et se soutiennent financièrement et moralement. Ils tentent de trouver des alternatives à ce monde capitaliste qui les oppresse chaque jour un peu plus.

Mais un cri n'est rien s'il n'est pas entendu ! C'est pourquoi le groupe média a vu le jour en 2011, fortement décidé à porter ce cri aux oreilles de tous ceux qui seraient prêts à l'entendre !

Une information de masse qui serait portée par les jeunes et pour les jeunes, en utilisant au maximum les nouvelles technologies et en se répandant petit à petit sur le vaste réseau qu'est internet. Une information construite et réfléchie, avec une vraie réflexion et une réalité qui serait le reflet exact de celle vécue par les jeunes. Marre de cette information tronquée sous prétexte qu'il faut toujours aller plus vite pour gagner toujours plus d'Audimat ! Marre de ces reportages "JT" qui nous résument en une minute trente un conflit qui dure depuis cinquante ans !

Mais si nous ne voulons pas tomber dans les mêmes travers que ceux que nous critiquons, nous nous devons de penser intelligemment la façon dont nous voulons traiter cette information. Et, hélas, cela prend du temps !

Nous espérons tout de même vous proposer une émission qui parlera de notre réalité et non d'une réalité filtrée par des années de censure médiatique pour la fin de l'année 2014.

D'autres médias sont possibles !

LA JOC CRÉE SON POTAGER COLLECTIF Un projet utile et communautaire !



Le potager collectif de La Plante (Namur) est né de l'initiative des jeunes de la JOC de La Plante. Ils voulaient réaliser un projet utile et communautaire. Les jeunes qui y ont réfléchi ne sont pas en accord avec la manière dont le système économique fonctionne au niveau de la nourriture. En effet, la production et la distribution des produits sont en général conditionnées, pour qu'il soit difficile d'avoir plus de deux jours d'autonomie alimentaire.

Partis de l'idée de s'autonomiser de ce point de vue, ces jeunes ont réalisé le pari de monter un potager collectif autogéré.

L'aventure a débuté en février 2012. Les raisons qui les ont poussés à réaliser ce projet sont multiples :

- Le consommateur achète en général des produits chers et de mauvaise qualité ;
- La responsabilité écologique : le pétrole dépensé pour acheminer des produits qui pourraient être beaucoup plus locaux ;
- Les méthodes de l'agriculture industrielle détruisent la terre, abiment la santé du producteur et du consommateur.

Une longue réflexion pour mettre en place un système autogéré qui fonctionne bien commença dès lors. Ils ne voulaient pas mettre des règles pour le plaisir, ni poser des actes qui risquaient de limiter la liberté de chacun, tout en cadrant suffisamment l'activité pour éviter d'éventuels abus.

La charte de Pierre Rabhi sur l'agro-écologie leur a servi de principale source d'inspiration, mêlée à la notion de justice sociale. Une charte en plusieurs points a donc été mise sur pied, elle précise des règles de fonctionnement qui découlent du bon sens mais qu'il peut être utile de rappeler.

Il ne s'agit pas seulement d'un potager pour alimenter quelques personnes. Ces jeunes ont une vision bien plus poussée du projet : profiter de l'effet "boule de neige" en montrant aux habitants que produire sa nourriture est possible et diffuser les résultats du potager sur le web.

Un autre projet de potager se met également en place à Mons.

NOVLANGUE OU LANGUE DE BOIS Désintoxiquez-vous !



décisions révoltantes ont ainsi été prises sans que l'opinion publique ne s'enflamme. C'est le cas des nouvelles réglementations sur le chômage, des allocations d'insertion des jeunes chercheurs d'emploi ou encore, des nombreuses décisions prises au nom de "l'Austérité" et de la "Crise".

La Novlangue permet de faire accepter l'inacceptable, tout en décrédibilisant ceux qui remettent en question le système ! C'est une telle manipulation du langage, qu'on ne s'en rend d'ailleurs généralement pas compte. Voilà pourquoi, aujourd'hui, des mots comme "féminisme", "militantisme" et "activiste" sont perçus de manière très négative par une grande partie de la population.

Face à ce constat, un groupe de jeunes de Charleroi a décidé de se lancer dans une "cure de désintoxication à la Novlangue" pour reprendre le pouvoir sur les mots et apprendre à décrypter la novlangue partout où elle se cache : dans un journal télévisé, un discours politique, un débat ... Ils ont également décidé de créer une série d'outils et d'animations afin de conscientiser et désintoxiquer un maximum de gens.

Les élections fédérales du 25 mai 2014 approchent à grands pas. Nous allons commencer à être bombardés de novlangue électorale. Alors, tant qu'à faire, autant être armés pour ne pas se laisser bernier par des discours séduisants mais trompeurs ! Votons l'esprit libre, en connaissance de cause !

Si toi aussi tu as envie de te désintoxiquer, n'hésite pas à nous contacter à joccharleroi@joc.be pour créer un groupe de désintoxication ou venir utiliser nos outils d'animation près de chez toi !

Ne dites plus "exploité", dites "défavorisé". Ne dites plus "licenciement collectif", dites "plan de sauvegarde de l'emploi". La novlangue, c'est ce nouveau langage parlé par les politiciens, les patrons, les experts... qui nous embrouille, nous conditionne et nous pousse à la résignation.

Ce type de langage permet de contourner une question embarrassante, de masquer un objectif inavouable, bref, de noyer le poisson. La novlangue est dangereuse car elle n'est pas neutre : elle impose une vision du monde néolibérale et diminue notre capacité à émettre des jugements de valeurs sur la société. De nombreuses



LA JOC ET LA JOURNÉE DE LA FEMME

Women are heroes !

La lutte contre le sexisme et pour l'égalité entre homme et femme a toujours été une priorité pour la JOC. Pour ce 8 mars, journée internationale du droit des femmes, des actions ont eu lieu dans toute les régions de Belgique pour revendiquer l'égalité de salaire, de traitement et la fin des violences perpétrées à l'encontre des femmes.

La JOC de Mons a réalisé un ciné-débat sur ce thème avec la diffusion du long métrage : «Women are heroes» (2011), réalisé par JR. Un documentaire filmé aux quatre coins du monde et plus particulièrement au Brésil, en Inde, au Kenya et au Cambodge. Le film s'attarde sur différents portraits de femmes. Il commence dans les favelas brésiliennes, où le réalisateur nous montre le quotidien des femmes. Il rejoint après l'Inde, où nous découvrons le dilemme des coutumes ancestrales et de la modernité quotidienne. Il nous emmène enfin, au Kenya où, là encore, les femmes doivent vivre dans un contexte plus que chaotique et instable. Et enfin, le Cambodge, où nous sommes confrontés à l'expropriation ultra-violente subie par des foyers tenus par un système matriarcal qui tente de résister face aux mastodontes de l'immobilier.

Le Groupe Genre, qui réunit des jeunes de différentes régions, a également travaillé sur une brochure plaidoyer pour l'égalité entre fille et garçon, qui traite de la question de genre ainsi que de la liberté sexuelle. Les jeunes se sont réunis pendant plusieurs mois pour récolter des témoignages et exprimer leurs propres vécus. La brochure se veut un document qui permette à chacun et chacune de trouver les réponses aux questions qu'ils se posent. Le point F, l'émission féministe de la JOCF a également fait une émission spéciale droit des femmes dans le monde, à cette occasion.

Une thématique au coeur de l'action de la JOC !



CHÔMAGE & TRAVAIL PRÉCAIRE Le couple infernal qui pousse les jeunes dans la pauvreté !

Activation & Flexibilité : le couple infernal

Si la Belgique est moins touchée que certains pays du sud de l'Europe, elle applique de plus en plus, ces mêmes méthodes qui ont déjà prouvé leur inefficacité. Le chômage des jeunes atteint plus de 20% en Belgique, avec des pointes à plus de 30% dans certaines régions (Bruxelles, Charleroi...). La proportion de jeunes parmi les chômeurs y est la plus élevée d'Europe. Une proportion plus haute qu'en Grèce. En d'autres termes, en Belgique, on a 2,9 fois plus de chance d'être chômeur si on a moins de 25 ans (contre 2,8 fois plus en Grèce, et 1,4 fois plus en Allemagne...) [Regards Économiques, IRES, décembre 2013].

Une autre caractéristique de l'emploi des jeunes est la part importante d'emplois temporaires (intérim, cdd, titre service...) que ceux-ci occupent [étude de la FTU sur l'emploi intérimaire/temporaire, novembre 2012].

En effet :

- Les jeunes sont surreprésentés au niveau de l'intérim et du travail temporaire. Près d'un jeune sur trois qui travaille occupe un emploi temporaire.
- La proportion des jeunes dans l'intérim est très importante. Elle a toutefois baissé pendant les années de crise 2009-2010, ce qui confirme que l'emploi des jeunes est devenu une variable d'ajustement en cas de crise.
- En quinze ans, l'intérim a plus que doublé son volume d'activités.

D'un côté, la flexibilité, dont l'intérim est l'exemple le plus frappant, consiste à ne jamais savoir quand son contrat va s'arrêter. De l'autre, l'Activation du Comportement de Recherche d'emploi (ACR) vous force à chercher le contrat suivant. Ensemble, ces deux termes, issus de la novlangue néolibérale, forment un couple très dynamique. L'un met le travailleur sous pression en le soumettant à l'insécurité permanente de son emploi. L'autre met le chercheur d'emploi dans l'obligation d'accepter n'importe quel travail sous peine de perdre son revenu de remplacement.

La réforme du stage d'insertion : un nouveau désastre !

Ces réformes du marché du travail et du droit au chômage n'ont pas suffi ! Notre gouvernement a décidé de viser particulièrement les jeunes. Dernières attaques en date : la réforme du stage d'insertion et la limitation dans le temps de l'allocation d'insertion obtenue sur base des études. Pour ouvrir tes droits complets au chômage, tu sais que tu dois travailler un certain laps de temps. Toutefois, en Belgique, il existe une possibilité de toucher une allocation réduite sur

base de tes études, c'est l'allocation d'insertion, anciennement l'allocation d'attente. Alors que le chômage des jeunes n'a jamais été aussi élevé et que de nombreux jeunes sont déjà condamnés à survivre avec cette allocation réduite, faute d'avoir trouvé un travail assez stable et durable pour ouvrir leur droits complets à l'allocation de chômage, les partis du gouvernement ont décidé de restreindre drastiquement ce droit à l'allocation d'insertion.

Une insertion à conquérir !

Le stage d'attente s'appelle désormais le "stage d'insertion". Ce nouveau nom laisse directement penser : « *Waouww, c'est une avancée ! On ne va plus me laisser en plan pendant neuf mois, mais on va m'aider à m'insérer sur le marché de l'emploi !* » Au contraire, tu vas attendre plus longtemps, car ce stage est passé à 12 mois. De plus, ce qu'ils appellent «insertion» est plutôt un contrôle permanent qui modifie un droit qui était considéré comme acquis sur base de ton diplôme en un droit à conquérir sur base du jugement par l'ONEM de ton comportement de recherche d'emploi. Tu seras en effet évalué au cours de ce stage et, sans deux évaluations positives et consécutives, tu n'auras plus droit à ton allocation d'insertion !

Une exclusion définitive !

De plus, ce droit est maintenant limité dans le temps (à trois ans maximum). Conséquence : au 1er janvier 2015, on peut s'attendre à plus de 55.000 personnes en Belgique, en majorité des jeunes et des femmes, qui seront définitivement exclues du chômage. La moitié de ces gens, isolés ou chefs de ménage, pourront faire une demande au CPAS pour obtenir un revenu d'intégration sociale (RIS). L'autre moitié de ces personnes, les cohabitants (une majorité de femmes), seront tout simplement exclus de tout revenu légal et devront se tourner vers la solidarité interpersonnelle, le marché noir ou la criminalité. C'est un détricotage en règle de la solidarité et de la sécurité sociale qui est en marche. Les communes devront supporter 40% des coûts de ces nouveaux RIS. Cette mesure risque de renforcer la ghettoïsation des communes entre des communes toujours plus riches et égoïstes et des communes toujours plus pauvres et solidaires.

Une mesure ni économique, ni efficace, mais simplement idéologique !

Depuis la chute des banques et leur sauvetage avec l'argent public, le gouvernement nous répète à longueur de journée que tout le monde doit se serrer la ceinture et qu'il va falloir payer une crise que nous n'avons pas commise alors que les responsables ont été renfloués avec notre argent et continuent de spéculer contre nous. On nous parle de mesures budgétaires "indispensables". Soulevons un peu cet argument pour voir ce qu'il cache.

- La limitation de l'allocation d'attente dans le temps provoquera une économie brute de 247 millions au niveau du chômage mais un coût de 165 millions pour les CPAS et une baisse de



rentrées TVA de 12 millions. L'économie réelle et globale à l'échelle de la Belgique n'est donc que de 70 millions d'euros alors qu'elle va mener à l'exclusion de 30.000 personnes en Wallonie parmi lesquels environ 15.000 d'entre elles, ne pourront pas se tourner vers les CPAS [document FG7B].

- Plus pervers encore, l'État a déjà budgétisé une économie correspondant à 17.000 entretiens négatifs et prolongations de stages, pour la réforme du stage d'attente en stage d'insertion. Voilà une manière d'avouer que le but de la réforme est d'exclure les jeunes du chômage au plus vite plutôt que de les insérer sur le marché de l'emploi.

Derrière l'argument budgétaire, il y a donc une mesure idéologique et structurelle destinée à détricoter la sécurité sociale et à précariser l'emploi. Ce nouveau modèle va provoquer un appauvrissement généralisé d'une partie de la société. C'est pour cette raison que la JOC-JOCF porte une attention particulière à ces questions et commence à mener une réflexion avec d'autres mouvements sur la stratégie à mener pour faire cesser ces attaques, comme pour faire reculer le gouvernement et le patronat.

Si tu veux prendre ton destin en main et dire NON à toutes ces mesures, rejoins-nous dans l'action !

Qu'est-ce que la JOC-JOCF ?



La JOC-JOCF est un mouvement qui rassemble des jeunes de milieux populaires et les aide à s'organiser afin de mener des actions collectives de changement. Chômage, logement précaire, discrimination, violence policière... sont des réalités vécues par de plus en plus de jeunes. C'est parce qu'elles sont injustes que ces réalités sont la base de l'action du mouvement. En Wallonie et à Bruxelles, la JOC-JOCF est présente dans sept régions. Les jeunes s'y organisent en groupes d'action locaux ou thématiques avec le soutien de permanents.

Ses thématiques d'action principales sont actuellement la répression, la migration et le genre. Celles-ci sont à la base des réflexions et campagnes

d'action portées par des groupes d'action nationaux qui rassemblent des représentants des différentes régions. Au niveau international, la JOCI mène une campagne d'action pour la protection sociale. La JOC-JOCF est pluraliste. Elle agit dans le respect des convictions religieuses et philosophiques de chacun sans discrimination d'appartenance ethnique, de nationalité et de culture.

La JOC-JOCF se bat pour une société plus démocratique, plus juste et plus solidaire. Elle rend les jeunes acteurs de leur vie et de la société. Prends contact avec nous dans ta région pour rejoindre l'action.

Organise-toi !

Contacts JOC-JOCF

BRUXELLES Rue Pléтинckx, 19 1000 BRUXELLES 02/557 88 55 0479/32 95 41 0494/25 84 82 jocbruxelles@joc.be jocfbruxelles@joc.be	LIÈGE Rue Saint-Gilles, 29/11 4000 LIÈGE 04/232 61 78 0496/78 45 45 0494/74 98 72 jocliege@joc.be jocfliege@joc.be	MONS Rue M. Bervoets, 10 7000 MONS 065/33 66 18 0496/92 65 89 jocmons@joc.be jocfmons@joc.be	VERVIERS Rue du Centre, 81 4800 VERVIERS 087/33 66 80 0496/93 23 17 jocverviers@joc.be jocfverviers@joc.be
CHARLEROI Boulevard Tirou, 167 6000 CHARLEROI 071/31 22 56 0472/59 29 00 joccharleroi@joc.be jocfcharleroi@joc.be	LA LOUVIÈRE Rue du Marché, 6 7100 LA LOUVIÈRE 064/23 80 34 0477/56 00 96 joclalouviere@joc.be jocflalouviere@joc.be	NAMUR Place l'Ilon, 17 5000 NAMUR 081/22 67 06 0472/45 71 40 jocnamur@joc.be jocfnamur@joc.be	SECRETARIAT NATIONAL Rue d'Anderlecht, 4 1000 BRUXELLES 02/513 79 13 secretariat.joc@joc.be secretariat.jocf@joc.be

Visite le site internet de la JOC-JOCF ! Tu y trouveras toutes les informations sur les actions en cours et à venir.

WWW.JOC.BE